

développement du gaz de schiste

Celles-ci ne semblent pas prêtes à développer significativement les industries d'hydrocarbures non conventionnels pour quelques décennies encore. On pourrait enregistrer des réactions politiques et économiques importantes des nations les plus puissantes de la région Asie, par exemple, la Chine, en cherchant à assurer leur approvisionnement en pétrole à partir du Moyen-Orient.

S'agissant du gaz de schiste, il n'est pas impossible que des pays du Moyen-Orient en recèlent tout aussi bien des réserves substantielles. Ce qui leur serait bénéfique, ne serait-ce que pour satisfaire la rapide augmentation de leur propre

en reste et surtout demeurer tributaire de la logique dictée par des groupes de pression et des organisations susceptibles d'affecter ses équilibres économiques, étant donné le poids de certains producteurs dans ces groupes et organisations.

Occupant une position confortable de troisième pays à fortes réserves en gaz de schiste, son exploitation pourrait augmenter sensiblement le poids de l'Algérie dans l'échiquier énergétique mondiale et lui conférer une marge de manœuvre bien plus importante sur une autre période de 30/40 années de sécurité énergétique en sus de ses réserves d'hydrocarbures conventionnels pour peu que les objectifs

Dès lors, la carte mondiale des principaux bassins d'hydrocarbures non conventionnels pourrait décliner une nouvelle configuration des pays détenteurs des ressources énergétiques et de leurs capacités de manœuvre, relativement à celle fondée sur les hydrocarbures conventionnels. Cette configuration peut déstabiliser l'hégémonie et la suprématie de certaines contrées sur le reste du monde et affecter les équilibres géopolitiques et géoéconomiques.

consommation. Les pays exportateurs de gaz naturel (la Russie, le Moyen-Orient et en particulier le Qatar, l'Australie) sont au moins partiellement menacés par le développement du gaz de schiste dans leur hégémonie sur les zones de consommation de gaz naturel (Etats-Unis, Europe, Japon, Chine). En effet, le gaz constitue une arme politique dont les pays exportateurs tendent à se servir pour peser dans les relations internationales, et imposer leurs vues. Il s'agit également d'une ressource économique majeure pour les Etats exportateurs dont les économies souffrent d'une faible diversification face à un secteur pétrolier omniprésent.

Le cas de la Russie demeure relativement emblématique. Habitée à se servir des prix du gaz comme levier d'action dans sa politique de main-mise sur l'Europe de l'Est, elle n'a pas hésité à en arrêter la fourniture à l'Ukraine et, partant, aux pays de l'Union européenne, à l'occasion du différend avec l'Ukraine sur les prix du gaz en janvier 2009.

La puissance politique de la Russie se retrouverait nettement affaiblie en Europe de l'Est si cette dernière prenait une indépendance énergétique plus marquée. Dans ce contexte, la Pologne pourrait jouer un rôle important car elle dispose de réserves en gaz de schiste conséquentes sur son territoire. Enfin, on pourrait s'interroger : dans quelle mesure l'exploitation des réserves de gaz naturel de la Sibérie et leur exportation vers la Chine pourraient continuer à représenter un argument politique de taille face à une Chine dont le sous-sol recèle d'immenses réserves de gaz de schiste ?

Dès lors, la carte mondiale des principaux bassins d'hydrocarbures non conventionnels pourrait décliner une nouvelle configuration des pays détenteurs des ressources énergétiques et de leurs capacités de manœuvre, relativement à celle fondée sur les hydrocarbures conventionnels. Cette configuration peut déstabiliser l'hégémonie et la suprématie de certaines contrées sur le reste du monde et affecter les équilibres géopolitiques et géoéconomiques. A l'aune de ces probables chamboulements, l'Algérie devrait définir une nouvelle stratégie énergétique et s'insérer intelligemment dans la dynamique d'inversion du marché international, des marchés régionaux et infra-régionaux de l'énergie. Cette démarche lui garantirait ses propres pontages et son insertion géostratégique pour ne pas être

de l'industrie des hydrocarbures soient diversifiés et ne s'arrêtent pas au seul souci d'enranger des revenus pour faire fonctionner une économie rentière.

Dans un premier temps, l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels peut couvrir les besoins internes du pays et l'exportation vers des pays riverains (européens, maghrébins, et africains) tout en économisant ses réserves d'hydrocarbures conventionnels. L'exploitation des hydrocarbures non conventionnels est une opportunité pour le développement du capital humain par la formation à leurs technologies dans tous leurs aspects pour un véritable transfert technologique, la création d'emplois et d'entreprises sous-traitant leurs diverses activités majeures et périphériques. Les investissements prioritaires de Sonatrach doivent aller dans ce sens sur la base d'appels à projets spécifiques devant répondre aux déficits actuels de notre économie et à la demande sociale pressante. Ainsi, une fenêtre sera ouverte au secteur privé sur la base d'un partenariat avec appels à projets pour investir dans le secteur et création de joint-ventures compétitives. Ce sont là les opportunités que peut offrir le développement des hydrocarbures non conventionnels pour notre pays.

Le gaz de schiste, une perspective prometteuse pour la réhabilitation du capital humain algérien dans la conception d'une stratégie économique nationale

Parce que l'Etat investit énormément dans le capital humain, il se doit de continuer cet effort dans les politiques publiques et la conception des fondamentaux d'une stratégie économique fondée sur le savoir et la valorisation de ce capital humain.

Il doit impliquer davantage les entreprises publiques notamment celles réputées pour être les plus grandes et qui semblent faire monde à part jusque-là. L'énergie, l'eau, les télécoms sont des services publics et à ce titre, ils doivent être foncièrement impliqués dans cet élan de réhabilitation de l'intelligence dans notre pays et y consacrer une grande part de leurs investissements physiques.

Pour sortir du cercle dépressif actuel, il faudrait se re-focaliser davantage sur une vision positive et constructive reposant sur la réhabilitation et la potentialisation de notre capital humain, pas seulement à travers les dispositifs de création et d'encouragements divers de TPE, micro-entre-

prises et PME, mais à travers des cercles de réflexion autour du «compter sur soi et sur l'intellect de ce capital humain» dans lequel l'Etat a énormément investi et continue d'investir. Signalons ici que ce capital nourrit les économies et espaces de recherche des pays étrangers pour lesquels il constitue une ressource importante à moindre coût.

Cette démarche permettra à notre pays d'en finir avec cette saga de l'importation, y compris de l'importation des idées clés en main. La mise en marge de la matière grise et la paralysie de notre potentiel intellectuel qui constitue, à proprement parler, l'unique ressource productive à la base de tout processus évolutif, ont causé beaucoup de nuisances à notre développement économique. Elles ont eu pour conséquence d'aboutir à la fonctionnarisation de l'acte intellectuel, de l'instinct de réfléchir, de produire et donc d'innover, par sa réduction à un simple maillon de la machinerie bureaucratique dans tous les systèmes de la vie nationale.

Ce confinement de l'être intellectuel dans une sphère marginale, qu'il soit volontaire ou involontaire, a conduit à sa désolidarisation totale de son acte scientifique, du rôle de médiateur et de catalyseur qu'il doit jouer entre une société — qui doit comprendre où on veut la mener, ce qu'on veut faire d'elle — et les gouvernants. Le scientifique algérien, du moins celui qui est sollicité épisodiquement, est aujourd'hui incrusté dans des espaces — où se développent des mécaniques de légitimation ou de condamnation selon le cas et les conjonctures, d'un acte ou d'une décision politique —, déconnecté de tout processus de réflexion sur la vie nationale dans tous ses aspects, excepté peut-être en situation de conflit, le point de vue exté-

Le danger qui guette les futures générations c'est de perpétuer cette tradition qui consiste à rester à la solde des grandes compagnies internationales et dans la voie de l'enrangement d'une rente à distribuer. Si on maîtrise la fracturation hydraulique depuis 1992, voire même plus anciennement que cela, pourquoi ne pas se lancer dans l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels par nous-mêmes ?

rieur étant privilégié même si souvent celui-ci est le fait d'un niveau de compétence inférieur à celui d'un national. Le développement et l'économie du pays auront beaucoup à gagner en se dessaisissant de cette emprise de l'assistanat étranger et en en finissant avec cette forme de mise au froid de la compétence nationale, par sa revalorisation et son implication dans tous les mécanismes de réflexion et de production ayant trait à la vie nationale.

En fait, c'est toute la pyramide de la formation du capital humain et de sa mise au service de l'économie nationale qui est altérée par cet acte facile du recours permanent à l'assistanat étranger et à l'importation, si récurrent dans le discours officiel, instaurant un doute et une perte de confiance en nos compétences et, partant, en elles-mêmes. La résignation a figé les esprits et toute forme d'acte d'évolution devient inopportun aux yeux du citoyen : le meilleur ne peut venir de nous-mêmes, il ne peut venir que de l'étranger, fût-il d'un de nos compatriotes qui y est installé et qui devient alors un cerveau dans le cadre d'un espace extrinsèque nourri par un processus à la mode qu'on a qualifié de «fuite de cerveaux» ! Quels cerveaux ? La matière grise est partout pour peu que lui soient offertes des conditions de travail et de réflexion dignes, que l'environnement s'y

prête et qu'on se dessaisisse de l'acte bureaucratique. La conjugaison de ces deux aspects constitue l'une des formes du sous-développement et des plus graves, qui a largement pris cours dans la culture ambiante, induite par une sorte de haine de soi, de ses compétences et de finir par admettre son incapacité à ne rien produire ; bref, d'avoir une vision nihiliste. C'est l'antithèse même de l'esprit d'entreprendre remplacé incidemment par la recherche constante du profit sur la base du principe du moindre effort si présent dans le champ de l'économie informelle et qui, de plus en plus, est en train de s'installer dans l'espace consacré de formation du capital humain : l'université.

Le danger qui guette les futures générations c'est de perpétuer cette tradition qui consiste à rester à la solde des grandes compagnies internationales et dans la voie de l'enrangement d'une rente à distribuer. Si on maîtrise la fracturation hydraulique depuis 1992, voire même plus anciennement que cela, pourquoi ne pas se lancer dans l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels par nous-mêmes ? Pourquoi continuer à saigner notre économie de milliards de \$ au profit de firmes qui, globalement, n'exercent que la routine ? La palette d'ingénieurs à former ou à recruter embrasse un large spectre de spécialités : géophysiciens, géologues, foreurs, mécaniciens, sédimentologistes, spécialistes en strati-

graphie sismique et séquentielle, hydrogéologues, spécialistes en dessalement d'eau, chimistes, biochimistes, informaticiens, spécialistes en géo-matériaux ou mécanique des roches, informaticiens, mathématiciens, physiciens, chimistes organiciens, économistes, juristes, etc.

Continuer sur cette lancée fondée sur la passation de contrats avec des sociétés étrangères n'améliorera en rien le statut de nos jeunes cadres et continuera à entretenir les risques de dégradation de la qualité humaine et de la corruption sous toutes ses formes dont la plus grave est la corruption intellectuelle.

Dès lors, place à l'économie algérienne, à l'industrie algérienne et à la compétence algérienne : finissons-en avec le syndrome fatal de l'assistance étrangère qui a installé le doute dans les neurones de l'être algérien, et finissons-en avec le syndrome hollandais et le phénomène de la rent-seeking qui ont miné et ruiné l'économie nationale. Là est certainement la voie du salut et la meilleure option pour le développement des hydrocarbures non conventionnels dont regorge le Sahara et probablement d'autres contrées de notre cher pays.

I. A. Z.

(*) Géophysicien, département STU, université Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou.